

« TRAHISON » DES CLERCS ?

Albrecht Betz et Pierre Rusch

in Albrecht Betz et Stefan Martens , *Les intellectuels et l'Occupation, 1940-1944*

Autrement | *Mémoires/Histoire*

2004

pages 311 à 322

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/les-intellectuels-et-l-occupation---page-311.htm>

Pour citer cet article :

Betz Albrecht et Rusch Pierre, « « Trahison » des clercs ? », *in* Albrecht Betz et Stefan Martens , *Les intellectuels et l'Occupation, 1940-1944*
Autrement « Mémoires/Histoire », 2004 p. 311-322.

Distribution électronique Cairn.info pour Autrement.

© Autrement. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

14. « TRAHISON » DES CLERCS* ?

Albrecht Betz

« Je suis fasciste parce que j'ai mesuré le progrès de la décadence en Europe. J'ai vu dans le fascisme le seul moyen de contenir et de réduire cette décadence¹. »
Drieu La Rochelle

« La trahison des hommes résulte le plus souvent de leur déception à l'égard d'un pays trop disloqué, trop incertain, pour satisfaire à leurs vœux de fraternité. Un traître est avant tout l'enfant d'un pays en désaccord². »
Robert Aron

La trahison présente de nombreux visages. On trouverait pour une « histoire universelle de la trahison » de nombreux exemples jusque dans la Bible. L'Antiquité, à condition de donner au terme « intellectuel » une extension anachronique, nous livre des noms comme Alcibiade, l'homme d'État athénien, ou Flavius Josèphe l'historien juif, tous deux passés à l'ennemi. La trahison joue un rôle central dans les grandes épopées du Moyen Âge, à partir desquelles se forgèrent au XIX^e siècle nos mythologies nationales : la chanson des Nibelungen en Allemagne et celle de Roland en France³. À la fin de cette chanson, l'exécution du traître Ganelon est résumée de la manière suivante : « Quiconque trahit

* Traduit de l'allemand par Pierre Rusch.

1. Pierre Drieu La Rochelle, « Bilan », in *NRF*, n° 58, janvier 1943, p. 105.

2. Robert Aron, *Le Piège où nous a pris l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1950.

3. Cf. Wolfgang Schivelbusch, *Die Kultur der Niederlage*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2002, p. 27.

se perd, et les autres avec lui. » L'auréole de martyr du fidèle Roland brille d'un éclat d'autant plus vif.

Les relativisations historiques présupposent un autre état d'esprit, appartenant à une autre époque. « La trahison – c'est une question de temps » : cette formule de disculpation ne peut avoir été trouvée que par celui à qui revient la première place au palmarès des girouettes : Talleyrand. Le pôle opposé – la « fidélité » – ne semble pas avoir existé à ses yeux, tout au plus comme allégeance à l'opinion publique. Il se distinguait par la capacité à reconnaître, avant les autres, quand un système était « fini » et qu'il n'en subsistait plus que la façade : selon la formule de Hegel, « il existe encore, mais n'est plus effectif ». Décrocher au bon moment, savoir « pousser ce qui va tomber », cela faisait partie de sa conception de l'intelligence politique, et dans cette pratique se résumait, sans doute, l'idée que le contenu de la trahison change à mesure que tourne la roue de l'histoire.

Émile Zola achève sa préface aux Rougon-Macquart, sa vaste saga familiale et sociale, en disant qu'il raconte l'histoire du « second Empire [...], du guet-apens du coup d'État à la trahison de Sedan⁴ ». Sedan est synonyme de « capitulation ». En France, selon un mot attribué à Bismarck, celui qui perd une bataille est un traître.

La débâcle de juin 1940 – du point de vue du Parti communiste français – est imputable à la trahison des « 200 familles », c'est-à-dire de la grande bourgeoisie, qui n'a pas seulement hâté la défaite par son manque de pugnacité, mais a délibérément choisi de laisser l'ennemi entrer dans le pays afin de liquider avec son appui les acquis du Front populaire. D'ailleurs, la thèse se trouve reprise dans la pièce de Brecht *Les Visions de Simone Machard*, dans laquelle l'écrivain exilé met en scène la Résistance. Que les communistes français aient, à la même époque, accepté le pacte germano-soviétique et milité en faveur de cette ligne revient, pour la plupart de leurs compatriotes, à une trahison nationale.

Dans les moments de crise aiguë, de conflit militaire, de manière peut-être encore plus significative lors de guerres civiles, fleurissent les accusations de trahison. Le mot, ne serait-ce que par sa valeur fortement péjorative, appelle une série de distinctions. L'idée de trahison présente

4. Émile Zola, *La Fortune des Rougon*, Paris, Fasquelle, 1871, p. 9.

des aspects juridiques, politiques et sociaux, mais aussi psychologiques et esthétiques. Il y a des trahisons achetées, extorquées et spontanées, ainsi que librement choisies et accomplies par devoir. Il y a des raisons *égoïstes* et *altruistes* de trahir, des motifs vils et des motifs élevés ; le plus souvent ils se mêlent⁵. En fin de compte, c'est l'issue du conflit qui délimite le champ de la trahison. Le jugement moral, généralement prononcé après coup, dépend du cours de l'histoire.

Un observateur aussi lucide que Raymond Aron a clairement perçu peu d'années après la fin de Seconde Guerre mondiale : « Si l'Allemagne l'avait emporté, le gouvernement de Vichy aurait été peuplé d'authentiques collaborateurs, du style Déat ou Doriot, et le général de Gaulle aurait été qualifié, dans les manuels d'histoire de la France nazie, de traître⁶. » Ainsi, l'un des premiers gestes de Pétain, lorsqu'il accéda au pouvoir, fut de faire juger de Gaulle – alors exilé en Angleterre – et de le faire condamner à mort par contumace sous le chef de « trahison, attaque contre la Sûreté de l'État et désertion à l'étranger en temps de guerre ». Cinq ans plus tard, de Gaulle, à son tour, fit condamner Pétain à mort pour « haute trahison », avant de commuer sa peine en détention à vie.

En 1940, Charles Maurras s'installe à Lyon, en zone libre, avec son journal *L'Action française*, qui jouit encore d'une influence considérable. Dans l'édition du 10 janvier 1941, il salue l'arrivée de Pétain à la tête de l'État comme une « divine surprise ». Tandis que les dissidents londoniens sont, pour lui et ses collaborateurs, des « criminels » qui mettent l'État en péril, considérant de Gaulle comme « un traître qui commande à l'écume du monde ».

5. Peter Berglar, « Was ist Verrat ? », in Gerd-Klaus Kaltenbrunner (dir.), *Tragik der Abtrünnigen*, Fribourg, Herder, 1980, p. 39. Voir aussi : Margret Boveri, *Der Verrat im XX. Jahrhundert*, Hambourg, Rowohlt, 1956-1958 ; Thomas Noetzel, *Die Faszination des Verrats*, Hambourg, Junius, 1989.

6. Raymond Aron, « De la trahison », préface au livre d'André Thérive, *Essai sur les trahisons*, Paris, Calmann-Lévy, 1951, repris in *Polémiques*, Paris, 1955, p. 111. Aron dirigea à Londres la revue *La France libre*. Vers la fin de la guerre, il trouva pour désigner Pétain cette formule suggestive : le « vieillard fétiche ». Cf. Robert Aron, *Chroniques de guerre. La France libre 1940-1945*, Paris, Gallimard, 1990, p. 365.

À l'inverse, la propagande gaulliste s'efforce, depuis l'Angleterre, de défendre l'idée de « résistance » et les mouvements qui l'incarnent en un symbole libérateur, en identifiant corrélativement « collaboration » et « trahison ». Une équation dont le poison mortel, pour les pétainistes, ne pourra se répandre qu'après le tournant pris par la guerre en 1943-1944. À partir de ce moment prévaut cette vision. Dans sa deuxième année d'exil, de Gaulle savait que la balance pouvait encore pencher d'un côté comme de l'autre : « Si les Allemands gagnent, confie-t-il à l'automne 1941 à son chef d'état-major (le futur général Billotte), ce seront Pétain, Laval, Déat qui auront eu raison, et c'est moi qui aurai nui à la France⁷... » Les intellectuels collaborationnistes parient, au moins jusqu'en 1942, sur une victoire allemande. Les ultras rêvent d'un « fascisme à la française » au sein d'une Europe autoritaire. Dans ce cas de figure, les « dissidents » auraient été considérés comme des traîtres, et les collaborateurs ne se seraient jamais vu accuser et condamner pour trahison.

Dès la dernière phase du conflit, la propagande gaulliste et communiste hypostasie le couple antagonique résistance/collaboration dans un usage indifférencié. L'historiographie d'après guerre allait prolonger cette perspective manichéenne, en fixant pour longtemps une grille de lecture qui permettait d'interpréter la vie politique et culturelle de l'ensemble des pays occupés. La perception du bien et du mal était liée à la légitimité d'une résistance mythifiée, prétendument homogène, et à sa lutte contre un régime oppressif. La Résistance était considérée comme une contribution à l'effort de guerre des Alliés et comme une attitude bonne par principe. La collaboration – notion qui était à la fois une arme de combat et un fourre-tout commode – signifiait, à l'inverse, une atteinte aux intérêts nationaux et une forme de délinquance politique. On ne se demandait pas si la formule pénale habituelle – « intelligence avec l'ennemi » (art. 75) – avait encore le moindre sens dans un pays où le chef d'État et celui du gouvernement prônaient la collaboration avec l'occupant dans une situation aussi ambiguë que celle de l'armistice.

7. Cité in Dominique Venner, *Histoire de la collaboration*, Paris, Pygmalion, 2000, p. 700.

Si l'on part d'une définition générale de la trahison comme la divulgation de secrets à une puissance ennemie, on se demande à quels intellectuels collaborationnistes de premier plan s'appliquerait un tel verdict. Ils ne détenaient aucun secret d'État qu'ils auraient pu révéler, ils n'avaient pas l'intention de nuire à leur patrie (du moins pas à celle dont ils cultivaient l'image) et n'agissaient pas davantage dans la clandestinité. Ils voulaient, au contraire, donner à leurs idées le plus grand rayonnement possible. Le jugement formulé par Sartre immédiatement après la guerre, selon lequel les collaborateurs auraient tous été des marginaux interlopes et des « vendus », n'a pas résisté à l'examen. Des figures comme Drieu La Rochelle ou Céline n'avaient pas besoin de se vendre. Leur trahison n'était donc pas de cette nature. De quel genre de trahison s'agissait-il ?

*
* *

Devant la montée de l'autoritarisme et du fascisme à travers toute l'Europe, Julien Benda dénonçait dès 1927 la « trahison » des intellectuels de son temps⁸. Ces « clercs », dont le type est de toute évidence calqué sur un modèle théologico-religieux, en quoi avaient-ils trahi ? Ils avaient délibérément abandonné leur légitimation transcendante, mais vivaient encore du prestige moral qu'elle leur conférait. En se détournant de valeurs absolues fondées sur la raison, telles que la vérité et la justice, au profit des mythes collectifs de la nation, la classe ou la race. En continuant simultanément à entretenir le nimbe qui entourait jadis la grande figure du « clerc régulier » et donnait à présent du poids à leur parole, ils trahissaient leur mission, ne servant plus la vérité d'une manière désintéressée. Intervenant sous l'habit des « clercs réguliers », parlant donc au nom de valeurs universelles, ne se souciant que de valeurs relatives, les « clercs séculiers » contribuaient à jeter la confusion dans les idées, à brouiller la frontière entre la pensée et l'émotion sous l'influence, pourrait-on ajouter, des conceptions irrationalistes

8. Julien Benda, *La Trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927.

déversées d'outre-Rhin par la philosophie de la vie : Nietzsche et son cortège⁹.

Le texte de Benda était aussi, sans doute, une tentative pour se démarquer des mystifications chauvines auxquelles de nombreux intellectuels de tous les pays belligérants s'étaient prêtés durant la Première Guerre mondiale. Mais le pur intellectuel dont l'auteur français se faisait le héraut – Walter Benjamin déjà avait critiqué ce trait – était une figure du passé, il n'avait sa place que dans un monde conçu comme un gigantesque monastère. Selon Benjamin, l'autonomie postulée par Benda n'a même jamais vraiment existé. Elle est plus inactuelle que jamais, à une époque où l'intelligentsia a troqué sa liberté contre la soumission aux lois du marché. Benda, dont le rationalisme apparaît à Benjamin fondé sur un idéalisme utopique, évolue dans un monde d'abstractions où ne comptent que les idées, les opinions et les théories, et qui ne sait rien de leurs présupposés sociaux. L'intellectuel judéo-allemand émigré à Paris se moque, dans une lettre à Max Horkheimer¹⁰, de l'engagement de Benda pour les « principes immaculés », de son goût pour les anti-thèses impeccables et de son défaut de pensée dialectique. Il trouve, dans l'ouvrage de Benda *Un régulier dans le siècle*, des idées qui ne conviennent guère à la dignité d'un « cleric régulier » : « Je tiens que, par sa morale, la collectivité allemande moderne est une des pestes du monde et si je n'avais qu'à presser un bouton pour l'exterminer tout entière, je le ferais sur-le-champ¹¹. »

Le geste critique de Benda qui réclame le retour à une attitude purement contemplative et son acte de foi envers la raison devaient paraître de plus en plus illusoire dans le contexte extrêmement politisé des années 1930. Tout particulièrement aux yeux d'une jeune génération d'intellectuels pour qui la dérobaude devant le politique apparaissait comme une trahison. Sartre affirme :

À partir de 1930, la crise mondiale, l'avènement du nazisme, les événements de Chine, la guerre d'Espagne nous ouvrirent les yeux ; il

9. *Ibid.*

10. Walter Benjamin, *Correspondance*, traduit par Guy Petitdemange, Paris, Gallimard, 1979 (lettre du 28 mai 1938).

11. Julien Benda, *Un régulier dans le siècle*, Paris, Gallimard, 1938, p. 153.

nous parut que le sol allait manquer sous nos pas [...] ; ces premières années d'une grande Paix mondiale, il fallait les envisager soudain comme les dernières de l'entre-deux-guerres [...]. Du coup nous nous sentîmes brusquement situés : le survol qu'aimaient tant pratiquer nos prédécesseurs était devenu impossible¹².

*

* *

Où en sommes-nous, dans la situation extrême de 1940, au moment de la débâcle ? Quelle signification revêtent ces événements, quels déplacements subissent les problèmes ? On a observé¹³ que les défaites nationales entraînent souvent un revirement intérieur, faisant passer les esprits d'un sentiment de dépression, assez rapidement surmonté, à une singulière euphorie. L'élimination du régime antérieur, en l'occurrence cette III^e République finissante jugée déliquescence et corrompue, la stigmatisation d'un ordre auquel on peut imputer tous les malheurs de la patrie sont vécues comme une victoire *sui generis*, à plus forte raison quand un guide charismatique, Pétain, apparaît à la tête du nouveau système. À de tels moments – c'est le cas pour les jeunes intellectuels de la future collaboration –, l'ennemi extérieur n'est plus un adversaire mais presque un allié, avec l'aide duquel les anciens gouvernants pourront être renversés et chassés. L'humiliation des maîtres de la veille, désignés comme seuls responsables de la défaite, et la dénonciation du matérialisme égoïste qui aurait provoqué la *décadence* nationale sont aussi un règlement de comptes avec la génération des pères. Il était grand temps qu'ils cèdent la place, les vainqueurs n'ont fait que hâter leur retrait. La défaite se transforme ainsi en une libération. La chute de la tyrannie paternelle couvre le bruit de la débâcle. Se débarrasser des derniers vestiges de ce régime est un acte d'autopurification dont on attend du vainqueur la reconnaissance. Celui-ci, à vrai dire, pourrait à présent se retirer. Mais s'il reste au titre d'occupant, les vaincus se doivent d'adopter une stratégie de coopération pour prendre un nouveau départ et réaliser leurs propres buts, avec l'aide des nouveaux

12. Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard, 1948, p. 242 sq.

13. W. Schivelbusch, *Die Kultur der Niederlage* (voir note 3), p. 25 sq.

maîtres. Pour fonder, par exemple, ce puissant « parti unique » de tendance fasciste auquel aspirent tant Drieu La Rochelle, Déat ou Doriot.

Si la défaite devait être comprise comme la phase critique de la maladie de la *décadence*, après quoi la nation, purifiée, pourrait s'engager dans la voie de la guérison, cela supposait qu'au cours de ce processus soient désignés les agents toxiques éliminés ou qui restent à évacuer. Pour la droite, c'étaient naturellement les communistes, les juifs et les francs-maçons, mais aussi les gaullistes, le système parlementaire tombé ainsi qu'une bourgeoisie depuis longtemps tombée dans le parasitisme. Cette image globale de l'ennemi coïncidait avec celle des vainqueurs ; elle constituait la base négative de la collaboration. Son pendant constructif résidait dans la volonté de moderniser l'État et la société sur un principe d'autorité transcendant : partis et classes, par la vertu d'un mélange d'organisation technocratique et d'organicisme « biologique ». En effet, quelle leçon pouvait-on apprendre de l'ennemi, à quoi devait-il sa victoire ? De toute évidence, pas seulement à sa supériorité militaire et économique, mais également à un arsenal d'idées plus efficace, plus frais, à un irrésistible « élan vital ».

Ce nouvel idéalisme de la régénération s'associait sans difficulté à la célébration des dictatures autoritaires en Italie et en Allemagne, qui fournissaient des modèles « modernes » contre l'ancien régime « corrompu » de la République. Le fascisme apparaissait comme une réponse actuelle aux « démocraties malades » dont le matérialisme exsangue avait généré un individualisme égoïste, une sorte de sclérose bourgeoise. À quoi il convenait d'opposer les valeurs du dynamisme, de la jeunesse, de l'héroïsme, d'un idéal supra individuel, un nouveau sentiment de l'existence qui incluait aussi la revalorisation du corps.

C'est tout cela que Brasillach exaltait comme la « poésie » du fascisme illustrant, précisément, cette esthétisation de la politique que Benjamin allait analyser sans merci¹⁴. Tout comme chez Drieu La Rochelle, cette glorification se nourrissait des impressions visuelles reçues lors des grandes messes du Parti à Nuremberg devant la mise en scène saisissante des jeunes bataillons nazis. On n'avait pas d'yeux pour, par exemple,

14. Walter Benjamin, « L'œuvre d'art à l'ère de sa reproductibilité technique » (1935), traduit par R. Rochlitz, in *Œuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, p. 111.

les camps de concentration du III^e Reich : les aspects « inesthétiques » étaient écartés du tableau.

Encore une fois, il s'agissait de surmonter le *traumatisme* de la défaite. Ce choc psychique confrontait les intellectuels de toute obédience à une *situation limite*. Personne n'aurait pu prévoir un changement de prémisses aussi fondamental. Parmi ceux qui n'avaient déjà que haine et dégoût pour la faillite de la République pendant ses dernières années d'existence, ceux qui voyaient dans le Front populaire une expérience désastreuse, beaucoup se félicitaient, malgré quelques réserves partielles, du cours que prenaient les choses. Ils n'eurent pas besoin de se rapprocher de l'État français comme Benoist-Méchin, c'est l'évolution de la situation après 1940 qui vint conforter leur position intellectuelle. Ils firent plus qu'accepter l'abandon, au profit de valeurs autoritaires, des principes républicains qui semblaient auparavant acquis. Ils travaillèrent activement à leur renversement, sans qu'il soit besoin de leur forcer la main ou de les gagner à cette idée par une stratégie externe de prise d'influence. Il n'y avait aucun doute que cet engagement visait à défendre des espaces d'autonomie nationale. La défaite et l'émergence d'une Europe dominée par l'Allemagne paraissaient pour longtemps irréversibles : il s'agissait, dans ce contexte, d'assurer à la France une place aussi avantageuse que possible.

En soi, le souci de tirer le meilleur parti possible d'une situation catastrophique pour le pays ne relève pas de la trahison, si sévèrement qu'on puisse, avec le recul, juger une telle attitude, c'est-à-dire après la restauration des valeurs et des normes de la République, par un retour de balancier qui ne semblait pas imaginable sur le coup. On pourrait toutefois ajouter, dans le sens de Benda, que les intellectuels qui descendent sur la place publique pour faire de la politique s'exposent à passer des compromis susceptibles, le cas échéant, de les entraîner dans un pur opportunisme.

On peut se demander s'il s'agit d'une rupture consciente avec les anciennes formes de loyauté – fondées sur les liens éthiques et affectifs de l'individu avec la nation – ou si le référent s'est déplacé vers un horizon politico-moral plus large, comme celui dont se réclament les communistes. De là à se rallier à un État ennemi, il y a un grand pas. C'est encore le cours de l'histoire qui décide quelle conception du patrio-

tisme est à l'ordre du jour. Quand le couple conceptuel trahison et fidélité sort du cadre traditionnel de la nation, lorsqu'un intellectuel à l'intérieur de son propre système de valeurs se sent tenu à des devoirs plus élevés que le service de la patrie, alors l'accusation de trahison fondée sur des normes conventionnelles porte généralement à faux.

La conscience de nombreux intellectuels sous l'Occupation était dominée par *l'expérience d'une perte*, celle de l'influence de leur nation dans le monde, mais aussi de leur statut individuel, en tant qu'écrivain dans une société où l'économie et la technique jouaient désormais un rôle déterminant, et par la révolte contre cette situation. Confrontés à des modèles contradictoires, ils se cherchaient une nouvelle identité. Tous partageaient une attitude de protestation contre la décadence, supposée ou réelle.

Par un retournement inattendu de l'histoire, la plupart des intellectuels collaborationnistes allaient, au plus tard vers 1943-1944, se sentir trahis par la politique allemande. Ils découvrirent alors que la restructuration révolutionnaire de l'Europe, dans un sens à la fois national et socialiste, n'était pas la véritable préoccupation de l'Allemagne. Cette idée avait été sacrifiée aux ambitions d'une banale politique de puissance à caractère impérialiste, laquelle n'avait même pas su remplir la grande mission qu'elle s'était toujours assignée : dresser un rempart contre le bolchevisme, préserver l'Europe de la « révolte de la steppe ».

Ce message était difficile à faire passer par le canal des médias sous contrôle allemand. Les intellectuels de l'Occupation, même quand ils étaient devenus en quelque sorte les phares de l'opinion, pouvaient au mieux être des *subordonnés de premier rang*. C'est ce qu'il leur arrivait de perdre de vue, habitués à surestimer leur importance. Concernant le III^e Reich et l'avenir de l'Europe, ils étaient dupes de leurs illusions : Berlin, même après une improbable victoire, ne leur aurait pas concédé le rôle auquel ils aspiraient.

Parmi les intellectuels de renom, aucun excepté Drieu¹⁵ ne se percevait comme un traître. Ils considérèrent leur condamnation comme la sanction d'un mauvais calcul sur le cours de l'histoire. Les juges de

15. Pierre Drieu La Rochelle, *Récit secret*, Paris, Gallimard, 1961, p. 97-99.

l'épuration leur reprocheront, avant tout, d'avoir abandonné la foi en la supériorité spirituelle et morale de leur propre nation.

Avec un demi-siècle de recul, on peut dégager plusieurs niveaux de trahison dans l'attitude de ces intellectuels. Trahison envers les valeurs de la République et de la démocratie, et envers l'esprit par l'adhésion à une idéologie qui niait la liberté de pensée. Les droits de l'homme sont trahis notamment par l'activisme antisémite à l'encontre d'individus qui étaient pourtant citoyens français comme eux. Les accents se sont déplacés immédiatement après la guerre, et c'est aujourd'hui ce dernier aspect qui paraît le plus impardonnable.

*
* *

Nombre de questions restent ouvertes.

La plupart des pays d'Europe – de la Norvège à la Grèce – virent naître des mouvements de collaboration intellectuelle avec l'occupant pendant la Seconde Guerre mondiale ; on peut être tenté de dégager les fondements d'une étude comparée de ce phénomène. Il faut, à cet égard, distinguer entre les pays qui furent occupés de bonne heure et qui le restèrent pendant toute la durée de la guerre (la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Norvège, la Belgique, les Pays-Bas), et les pays d'abord alliés à l'Allemagne nazie qui ne furent occupés qu'à une date plus tardive : l'Italie, la Hongrie, la Roumanie. Pour les Allemands, l'occupation militaire allait de pair avec une prise de contrôle du paysage journalistique et éditorial. Il convient de se demander quelles orientations idéologiques pouvaient être partagées, voire saluées, par certains intellectuels locaux, quelles tendances nationales conservatrices ou nationales révolutionnaires ne nécessitaient que de légers remaniements pour se couler dans la perspective des propagandistes nazis. Il serait possible de développer à partir de là un questionnaire comparatiste qui tiendrait compte de la diversité des populations et des mentalités, avec leurs idiosyncrasies régionales et religieuses, aussi bien que de la position des élites nationales avec leurs ambitions spécifiques.

La lutte pour la légitimité et le pouvoir au sein des sphères politico-culturelles des pays occupés opposait les groupes les plus divers, dont il faudrait pouvoir étudier le discours et le vocabulaire au moyen

d'un langage nouveau, détaché des luttes d'influence de l'époque. Ces groupes concurrents, dans leur effort pour gagner l'adhésion de leurs compatriotes, défendaient et promouvaient notamment des conceptions très différentes de l'« intérêt commun ». On peut parler, de ce point de vue, d'une guerre pour la crédibilité visant à occuper des positions centrales dans le champ symbolico-idéologique. L'interaction entre cette lutte et la « sphère publique » comprise comme l'ensemble des institutions assurant le lien entre l'individu et l'État au sens étroit est un autre domaine qui appelle l'analyse. Il faudrait mesurer le poids des différentes institutions d'avant guerre dans des domaines différents tels que la religion, le droit, l'éducation qui, après s'être transformées pour survivre, pesèrent sur l'issue de ce combat pour la légitimité.

Les gouvernements, les partis et les intellectuels en exil prirent part à cette lutte. Ils se prétendaient le plus souvent les représentants authentiques de la « véritable » identité nationale. Leurs possibilités d'influencer l'opinion par le biais de la presse restèrent naturellement restreintes. Il faut étudier et comparer, dans chaque pays, comment ces groupes et ces individus, revenus d'exil à la fin de la guerre, entrèrent en conflit avec les organisations de résistants demeurées sur place, par exemple les gaullistes contre les communistes. Cette démarche devrait aider à comprendre le difficile processus du retour à un régime démocratique. Il faudrait considérer, au cas par cas, les tournants idéologiques intervenus avant et après la guerre, en fonction du moment précis où ils se sont produits. Qui pourrait exclure que l'on trouve là autant de pragmatisme et d'opportunisme que de lucidité et de franche conviction ?